

Enfants tyrans : au CHU, « on aide en donnant des stratégies aux parents »

SANTÉ

Nathalie Franc, pédopsychiatre au CHU Saint-Éloi, a mis en place, dès 2016, des groupes de parole pour des parents d'enfants ayant des comportements dits tyranniques. L'initiative a été reprise en France.

Frédéric Mayet
fmayet@midilibre.com

Qu'entendez-vous dans le vocable d'enfants tyrans ?

Cela qualifie des enfants ayant des comportements tyranniques. Il ne s'agit pas d'une classification ou une catégorie médicale. Cela peut concerner des enfants ayant une anxiété sévère, des troubles obsessionnels compulsifs (TOC)... Des tas de troubles très différents les uns des autres. Et il n'y a pas de lien avec une éducation trop laxiste. Des parents se retrouvent avec des enfants, souvent anxieux, ayant des besoins spécifiques avec des difficultés à gérer leurs émotions. Les parents essaient de les accompagner avant que cela se retourne contre eux.

Comment vous êtes-vous intéressé à cette problématique spécifique ?

Comme tous mes collègues pédopsychiatres, j'ai eu à suivre

certains de ces jeunes patients. Avec la difficulté qu'ils ne veulent pas s'engager dans les soins tant que leurs parents compensent leurs difficultés. Les thérapies et traitements médicamenteux ne peuvent pas fonctionner tant que les parents n'ont pas changé de positionnement. D'où l'idée de travailler, en priorité, avec eux pour mieux s'occuper des enfants.

Dès 2016 vous avez créé des groupes de parole pour les parents...

En partant du constat, fait par tous les pédopsychiatres, que les enfants sont violents et font des crises chez eux. Mais ils sont sages à l'extérieur comme en consultation. Cela fait partie du nœud du problème mais des parents n'en parlent pas. Ce qui déstabilise les professionnels.

Avez-vous observé une cassure particulière consécutive au confinement de 2020 ?

C'est compliqué à dire, faute de



La pédopsychiatre Nathalie Franc du CHU Saint-Éloi travaille pour « donner des stratégies aux parents. »

données car le sujet reste tabou. Le Covid a correspondu au moment où on ne pouvait plus faire nos groupes de parole commençant en présentiel dans le service à Saint-Éloi. Nous nous sommes alors lancés sur la visio en travaillant avec l'association de parents REACT qui s'est montée en 2018. Avant 2020 la plupart des parents venaient de Montpellier et alentours, même si cer-

tains pouvaient venir de loin. Désormais presque la moitié des parents participant aux groupes en visio ne sont pas de la région.

On parle d'enfants qui ont quel âge ?

Nous essayons de ne pas prendre d'enfants de moins de 6 ans même si beaucoup de parents de petits de 3 ans nous contactent. Mais, dans ces cas-là, on

ne peut pas poser de diagnostics. Ensuite on accompagne des parents d'enfants de 6 ans jusqu'à 18 ans.

L'adolescence révèle-t-elle encore plus de souffrances chez ces jeunes-là ?

C'est à la fois vrai et pas vrai. Ces jeunes souffrent de troubles très tôt dans leur développement. Des parents d'enfants de

8-9 ans doivent déjà faire face à des explosions de violence et doivent aller jusqu'à appeler les pompiers.

Lors des groupes de parole intervient souvent les notions de frustration et de confort des enfants...

À l'adolescence, certains se déscolarisent car l'extérieur est très inquiétant. Il faut alors trouver une motivation pour ces enfants qui ne gèrent pas leurs frustrations ce qui les rend incontrôlables. Lors des groupes de parole nous essayons d'apprendre aux parents qu'il est très important de maintenir un certain niveau de frustration. L'enfant doit être, peu à peu, exposé aux événements qui pourraient le frustrer pour apprendre. Le principe des groupes est de donner des stratégies aux parents.

Les groupes de parole sont-ils prolongés par les parents entre eux ?

Oui. Des parents créent des groupes Whatsapp desquels nous sommes évidemment absents. Nous les encourageons à se relier avec l'association REACT qui mène beaucoup de démarches auprès des médecins pour faire connaître le problème.

« On a dû appeler trois fois les pompiers après des violences »

TÉMOIGNAGE

Marie, maman d'un ado tyrannique, a connu deux ans et demi de difficultés.

Frédéric Mayet
fmayet@midilibre.com

Marie n'arrivait plus, avec son conjoint, à s'en sortir avec son fils ado, Thomas. Jusqu'à ce jour de novembre 2021 où, tapant « enfant tyrannique » sur internet, elle tombe sur l'association toulousaine REACT qui fédère des parents de toute la France. Mère d'un autre garçon, plus jeune, Marie et son conjoint « savaient que Thomas était un enfant particulier. Mais il n'y avait pas de violences avant le confinement de 2020. Il a décompensé à ce moment-là tous les troubles. Cela a été un peu la descente aux enfers. »

Adolescent anxieux

Considéré HPI (haut potentiel intellectuel), Thomas a également « une certaine forme d'anxiété qu'il a longtemps pu gérer. Nous étions très fermes avec lui. À l'école il avait toujours des difficultés de relations sociales. Depuis tout petit. Mais nous mettions cela sur le compte de son haut potentiel intellectuel. »



Marie, contrainte de faire face à son fils ado au « comportement et aux troubles hors norme. » SYLVIE CAMBON

Une fois son brevet, validé en mode Covid, avec une mention très bien, Thomas a décroché lors de son entrée en seconde. « L'anxiété s'est généralisée. On a pu lui diagnostiquer un TDAH (trouble de déficit de l'attention avec hyperactivité). » Marie évoque alors « une fuite en avant. Vu qu'il n'y arrivait pas, il a arrêté de travailler en cours puis n'y est plus allé. » Cinq changements de lycée en deux n'y feront rien. « À la maison c'était des violences physiques contre nous. Au point d'appeler trois fois les pompiers. » Marie évoque un adolescent qui reste cloîtré dans sa chambre, fixé sur les écrans. « Thomas a également fugué à plusieurs re-

prises. » Un crescendo qui s'est terminé par une hospitalisation dans un centre spécialisé durant trois mois l'été dernier.

« Je n'ai jamais eu honte »

« Nous nous sommes également auto-signalés à l'aide sociale à l'enfance pour dire que nous n'y arrivions plus. Nous avons trouvé des gens très compétents, à l'écoute face à ce type d'enfant à comportement tyrannique. Dans notre malheur cela a été une sacrée chance... »

Le soutien de l'association REACT, via un véritable réseau de soutien, de paroles, a été également d'une aide précieuse. « Je n'ai jamais eu honte. J'ai eu peur mais j'ai combattu cette

peur. À chaque fugue j'attendais une trentaine de minutes avant d'aller voir les gendarmes en leur demandant une attestation écrite. J'en avais besoin pour valider le fait que nous n'étions pas des parents défaillants. Nous étions face à un comportement et des troubles hors norme. »

La lettre d'urgence signée de la pédopsychiatre du CHU Saint-Éloi Nathalie Franc sera, décisive pour l'hospitalisation de Thomas. « Aujourd'hui mon fils se rend compte qu'il a un souci et qu'il doit privilégier sa santé mentale. Il est actif dans les soins. La violence a complètement quitté la maison. Mais il n'a pas encore repris l'école. »

L'association REACT œuvre, depuis 2018, pour aider les familles

SOLIDARITÉ

Tout est parti de Montpellier. De la volonté de parents d'enfants tyrans qui participaient aux groupes de parole animés par Nathalie Franc, pédopsychiatre au CHU Saint-Éloi. « La problématique entraîne une telle souffrance pour les familles que deux d'entre elles ont décidé, en décembre 2018, de créer l'association REACT (réagir face aux enfants et adolescents au comportement tyrannique). » Susana Rivas, vice-présidente, pose les enjeux de départ. « Nous accompagnons les parents en leur proposant un espace de rencontre bienveillant, un soutien téléphonique, sans oublier les professionnels. Pas seulement des pédopsychiatres, des psychologues car l'aide sociale à l'enfance et, parfois, la justice ont leur rôle à jouer. »

700 familles adhérentes

Désormais ce sont près de 700 familles de toute la France comme de certains pays étrangers (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse...) qui ont adhéré à l'association. Laquelle a fait un travail de sondage auprès des parents. « En accord avec l'expression clinique de deux troubles les plus fréquemment retrouvés chez l'enfant à com-

portement tyrannique (TDAH et TOP, trouble oppositionnel avec provocation) nous observons une prévalence de garçons (63%). »

Reste, qu'au-delà du diagnostic, la méthodologie REACT (basée sur la résistance non violente) s'annonce comme « un outil indispensable dans l'objectif de désamorcer la violence, éviter les escalades et reprendre sa place de parents. »

Axé sur l'information, la sensibilisation, le travail de l'association REACT commence à porter ses fruits. « Pour la première fois en juin prochain, détaille Susana Rivas, nous allons organiser une rencontre professionnelle en présentiel avec des soignants bien sûr mais aussi des gens de justice. » Et de citer l'avocate parisienne Sophie Janois, spécialisée dans le droit de la santé et de l'autisme. « Elle défend depuis longtemps le droit des familles d'enfants autistes. » Susana Rivas précise encore la demande, déposée en octobre dernier, pour faire reconnaître l'intérêt général de REACT. « Nous semons des graines. »

> www.association-react.com
Courriel : contact@association-react.com